

l'économie continue d'avancer une fois une base solide en place : il n'y a qu'à observer les activités des bourses de marchandises qui produisent des contrats « exotiques », offrant par exemple des options d'achat et de vente de contrats à terme de flancs de porc.

La notion de bien privé existe et est circonscrite dans le langage juridique. Elle est aussi au cœur des cadres économiques. En Chine, les changements de fond qui ont effectivement engendré la création de biens privés dans le domaine agricole (le système de responsabilité des ménages) passent largement pour avoir déclenché le miracle de l'économie moderne chinoise. Autrement dit, dans un système socioéconomique sans biens propres, l'instauration de tels droits délie les énergies économiques auparavant contenues, comme on peut le constater depuis les réformes qui ont démarré en 1978.

Inversement, la science économique tient beaucoup aux questions normatives, à vrai dire morales, et envahit donc un territoire que le droit pourrait considérer comme relevant de sa compétence. Aux premiers stades de développement de l'économie, aucune frontière ne séparait cette discipline de la philosophie. David Hume et Adam Smith avaient tous deux un pied fermement ancré dans chacune d'elles; l'économie telle qu'ils la concevaient se situait dans un univers moral. La refonte de l'économie classique de John Stuart Mill est en bonne partie fondée sur la notion selon laquelle la distribution des richesses n'est pas basée sur un ordre naturel, mais sur la coutume ou les usages d'une société; autrement dit, ses institutions. Plus tard, Friedrich von Hayek défendra le régime du marché en se fondant, comme nous l'a récemment rappelé Amartya Sen dans un article d'opinion du *Financial Times*¹, sur les libertés individuelles qu'a engendrées le régime de marché, et non sur les richesses qu'il pourrait générer. Nous avons là des économistes qui jettent les bases économiques de la liberté individuelle et de la distribution équitable des richesses d'une

¹ Amartya Sen, « An insight into the purpose of prosperity », *Financial Times*, 20 septembre 2004